

José Carlos Díaz Zanelli

Selon le recensement de 2007, le Pérou a 28,2 millions d'habitants. La population autochtone représente 14% de la population nationale, c'est-à-dire plus de 4 millions de personnes réparties dans 55 peuples autochtones. 83,11% appartiennent au peuple Quechua, 10,92% au peuple Aymara et 1,67% au peuple Ashaninka. Les autres 4,31% appartiennent aux 51 ethnies différentes de la forêt amazonienne, réparties en 1.786 communautés. Cependant, ce recensement n'a pas tenu compte de neuf ethnies « *en raison du fait que quelques-unes de ces ethnies ne constituent pas des communautés car elles ont été absorbées par d'autres peuples et que d'autres, étant très isolées, sont très difficiles d'accès* ».

La Constitution politique du Pérou stipule dans son article 48 que « *les langues officielles sont l'espagnol et, dans les zones où elles prédominent, le quechua, l'aymara et les autres langues autochtones le sont également selon la loi* ». Selon le Ministère de la Culture, il existe 47 langues autochtones dans le pays. Presque 3,4 millions de personnes parlent quechua et 0,5 million l'aymara. Les deux langues prédominent dans l'espace côtier-andin.

La superficie du pays est de 1.285.215 km, qui se distribue dans une région côtière (10,6%), une région andine (31,5%) et une région amazonienne (57,9%). Il y a donc une grande variété d'écosystèmes et une grande richesse de ressources naturelles. Aujourd'hui, néanmoins, 21% du territoire national est occupé par des concessions minières, qui se superposent avec 47,8% du territoire des communautés paysannes. Des concessions d'hydrocarbures recouvrent 75% de l'Amazonie péruvienne.

La superposition de droits sur les territoires communaux, l'énorme pression des industries extractives, le désordre territorial et le manque d'utilisation efficace du Consentement préalable, libre, informé aggravent les conflits territoriaux et socio-environnementaux au Pérou. Le pays a souscrit et ratifié la Convention 169 de l'OIT et voté en faveur de la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones en 2007.

En 2016, l'évènement le plus significatif dans l'agenda péruvien fut la campagne électorale qui se termina avec l'élection de Pedro Pablo Kuczynski comme nouveau président du pays. Bien que sa carrière se caractérise par un désintérêt des politiques environnementales, la population décida de l'appuyer au second tour contre son opposante, Keiko Fujimori, leader actuelle du fujimorisme et fille de l'ex-dictateur Alberto Fujimori. Sur le plan environnemental, les antécédents de Kuczynski ne sont pas très encourageants. Il suffit de se rappeler la Loi n°23231, appelé aussi « *Loi Kuczynski* »¹ qu'il promulgua comme Ministre de l'Energie et des Mines au début de 1980 et qui exonéra d'impôts les sociétés pétrolières étrangères qui opéraient au Pérou. Bien qu'en 2016, en tant que chef de l'État, il consacra plusieurs lignes de son plan de gouvernement² à des enjeux comme la disponibilité de l'eau, la gestion des résidus solides et le potentiel forestier, ces trois domaines ont présenté de grandes difficultés pendant les premiers six mois de sa gestion.

Quelques jours avant d'assumer sa charge de président, Kuczynski parla avec la presse internationale à propos des deux conflits socio-environnementaux les plus complexes

dont il avait hérité de la présidence de Ollanta Humala. Il s'agit des projets miniers Conga (Cajamarca) et Tia Maria (Arequipa). « *Le second peut être résolu en augmentant l'eau d'irrigation de Cocachacra de telle sorte que la vallée de Tambo puisse être cultivable toute l'année. Et le projet Conga est à mettre au congélateur* »³ indiqua le président dans une déclaration d'intentions face aux deux initiatives minières. A ce sujet, l'administration de Kuczynski requit des pouvoirs législatifs pour « débloquer les projets d'investissement ». Ceci fut proposé comme une alternative pour solutionner les conflits environnementaux, bien qu'en réalité, au bout du compte, ce fut une mesure pour accélérer le flux de capitaux venant des grandes compagnies extractives. Une des premières mesures annoncées par l'administration fut l'élimination du Système National d'Investissement Public (SNIP) via le Décret Législatif N°1252.⁴



Sècheresses, incendies et déforestation.

2016 a été marqué par la présence d'un phénomène climatique qui porta préjudice à tout le pays et l'on prévoit qu'il continuera en 2017 : les sècheresses. Bien qu'au début

de l'année, l'Observatoire National des Sècheresses⁵ avait mis en garde de risques dramatiques, 2016 montra combien le pays était non préparé. Quarante trois incendies forestiers furent enregistrés dans le dernier quart de l'année, ils mirent en évidence le manque de prévention des autorités pour affronter ce type de désastres environnementaux. Au total, dix régions furent affectées par les incendies forestiers, Cajamarca étant la région qui avait le plus souffert. Selon le Service National de la Forêt et de la Faune Sauvage (Serfor) le bilan final s'élève à plus de 50.000 hectares brûlés au niveau national.⁶

La Loi du Budget du Secteur Public 2017 – N° 30518 a mis en évidence un manque de volonté politique⁷. Ce document, approuvé par le Congrès de la République, met de côté 2 millions de soles (SOL) pour la réparation des dettes environnementales minières et 56 millions de soles pour la prévention et la gestion d'incendies et de désastres tandis que pour d'autres types d'activités, comme la sécurité publique on dispose de 4.120 millions et de 4.844 millions de soles pour l'amélioration des capacités militaires.

Contexte politique

Bien avant d'assumer sa présidence en juillet 2016, Pedro Pablo Kuczynski avait clairement annoncé que la croissance économique était une de ses principales préoccupations. Son manque d'attention pour le secteur environnemental s'est cependant traduit par des pertes économiques. C'est ce que démontra le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation en publiant en novembre un rapport intitulé « Évolution de la Production du Secteur Forestier » dans lequel il confirme que le Pérou a perdu dans les cinq dernières années 120.782 hectares de forêt par an. L'apathie du gouvernement en 2016 s'oppose même aux suggestions de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE), organisme international auquel l'État Péruvien cherche à devenir membre depuis quelques années.

Autre affaire en instance en 2016 fut la crise de Petroperu causée par ses diverses fuites de pétrole qui se sont produites en Amazonie et son plan de restructuration peu encourageant. Depuis qu'il assumait la présidence, Kuczynski fit connaître son intérêt pour restructurer l'entreprise pétrolière étatique. Celle-ci est cependant devenue graduellement partie prenante d'une crise institutionnelle causée par le fait que l'Oléoduc Nord Péruvien, géré par cette entreprise, avait été endommagé treize fois en 2016. Au total ce sont 6 000 barils de pétrole qui se sont déversés dans la forêt péruvienne, principalement dans les régions de Loreto et Amazonas.

Régions Côte-Andes

Stress hydraulique

Les incendies forestiers ne sont pas la seule conséquence du manque de pluies. On en a un exemple clair dans l'affrontement entre les régions d'Arequipa et Moquegua pour l'usage de l'eau stockée dans le barrage Pasto Grande⁸. Le manque de pluies affecta en même temps les agriculteurs de Moquegua et d'Arequipa, concentrés principalement dans la vallée du Tambo. Cependant, face à la rareté de l'eau le barrage réussit à accumuler que 64 millions de mètres cubes (MMC), quantité ne couvrant que les besoins de la région de Moquegua, déclarée en état d'urgence par déficit d'eau fin 2016. Il faut

noter que le barrage de Pasto Grande a une capacité pour 180 MMC. En d'autres termes, la sécheresse ne permettait de remplir qu'un peu plus de 35% de sa capacité.

Comme on peut le remarquer, le changement climatique a déjà généré au Pérou des conflits au niveau local. Face au refus des membres du Projet Spécial Régional Pasto Grande (PERPG)⁹ de partager l'eau avec les agriculteurs de la vallée du Tambo, la situation devint tendue quand la gouverneure régionale d'Arequipa, Yamila Osorio, est intervenue en demandant à l'Autorité Nationale de l'Eau (ANA) de trancher en faveur de sa région. Après une courte période de pluies, la sécheresse est réapparue dans le sud du pays. Le gouverneur régional de Moquegua, Jaime Rodriguez Villanueva, a remarqué que le niveau d'eau dans le réservoir restait bas et qu'à la fin de 2017 il ne serait pas en capacité de fournir les agriculteurs d'Arequipa.

Le conflit Las Bambas

Depuis que la société minière transnationale Xstrata a vendu les actifs du projet minier Las Bambas, situé dans les provinces de Grau et Cotabambas dans la région de l'Apurimac, une longue histoire de conflits, de dialogues interrompus, d'immobilisation et de répression s'est produite à propos de cette mine. L'épisode le plus dramatique eut lieu le 14 octobre 2016 quand un affrontement entre des habitants ayant bloqué des routes et la police se solda par la mort d'un manifestant : Quintino Cerceda Huilca, 42 ans, originaire de la communauté de Choquecca, qui mourut à la suite d'un coup à la tête tiré par un des policiers. Il s'agit du premier mort dans un conflit social sous le gouvernement de Kuczynski.

A la différence de la majorité des conflits sociaux dans le cadre de projets miniers au Pérou, les populations se situant dans la zone d'influence ne s'opposent pas au projet Las Bambas. C'est un gisement où il y aurait 6,9 millions de tonnes de cuivre et l'opérateur précédent, Xstrata, s'était engagé à faire des investissements conséquents dans les infrastructures pour la population. Cependant, à la suite du changement d'opérateur et l'arrivée du consortium chinois MMG Limited¹⁰ – qui a la charge de 62,5% du projet - les conflits réapparurent à cause d'une série de décisions adoptées par le nouveau concessionnaire.

Ce furent d'abord les modifications réalisées sur l'Étude d'impact environnemental. Les habitants ont exigé que ce document soit soumis à une consultation préalable en raison des changements qui avaient eu lieu. Le nouvel opérateur refusa une série d'investissements acceptés préalablement entre la société minière et la population locale. L'un d'eux se rapportait au refus de construire un pipeline, ce qui porterait à augmenter le risque dans le transport terrestre des minéraux.

Le retour de Rio Blanco

Derrière le projet minier Rio Blanco se cache une histoire controversée de disparitions, d'enlèvements, de tortures et de morts ainsi qu'un conflit permanent avec les communautés paysannes de Huancabamba et Ayabaca, deux provinces dans les hauteurs de Piura. Malgré ce contexte, l'administration gouvernementale actuelle, par l'intermédiaire du Ministre de l'Énergie et des Mines, Gonzalo Tamayo, a signé un accord promotionnel avec le consortium chinois Xiamen Zijin Tongguan Investment Development Corporation. Une fois de plus, le gouvernement de Pedro Pablo Kuczynski a appuyé l'investissement chinois malgré les risques environnementaux et sociaux inhérents à ce projet. En termes environnementaux, l'octroi de la viabilité du projet

mettrait en danger deux sources importantes au nord du Pérou qui alimentent des écosystèmes fragiles et des forêts brumeuses de Piura.

Région amazonienne

Autonomie autochtone

Malgré le fait que les peuples autochtones n'étaient pas au cœur des grands thèmes du débat public pendant l'année 2016, une nouvelle encourageante fut la consolidation du Gouvernement Territorial Autonome de la Nation Wampis (GTANW). Ce projet naquit en novembre 2015 comme une manifestation collective d'autonomie de la part du peuple Wampis face à l'État péruvien. Après avoir consolidé sa structure pendant toute l'année, la Nation Wampis a acquis une souveraineté juridictionnelle sur leur territoire de 1.300.000 hectares situés dans les régions du Loreto et de l'Amazonas. Cette région, qu'ils protègent face à tout intérêt extérieur pour leurs ressources naturelles, équivaut à un tiers du territoire de la Suisse. Jusqu'à mi 2016, on estimait que 11.000 personnes habitaient le territoire Wampis. Ce cas constitue une étape importante en matière de souveraineté autochtone, car la constitution autonome de ce gouvernement oblige l'État péruvien à reconnaître leur indépendance à l'intérieur de leurs propres frontières territoriales.

Sans vouloir le prétendre, la Nation Wampis a inspiré d'autres peuples autochtones tels que les Kandozi et les Chapra qui ont annoncé des projets similaires. Le modèle de gouvernance wampis fait partie du Plan Stratégique de la Nation Wampis qui administre les questions internes, sociales, culturelles, économiques et éducatives comme aussi les questions externes, sa relation avec l'État péruvien et les divers niveaux de gouvernement. La consolidation du projet wampis est en grande partie leur collaboration avec la Coordination Régionale des Peuples Autochtones de la Région de San Lorenzo (CORPI SL), organisation régionale de l'Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (AIDSESP). CORPI SL les aida à établir les premiers dossiers techniques¹¹ qui constituèrent la base juridique et anthropologique pour la constitution du gouvernement autonome. Ceci n'implique aucune menace pour l'indivisibilité du territoire de l'État péruvien mais apporte à cette nation autochtone l'autonomie territoriale et la reconnaissance historique de sa présence en Amazonie.

Peuples en isolement volontaire

En matière de défense et de protection des peuples en isolement (volontaire), 2016 fut une année pleine de contradictions. Pendant la période de transition du gouvernement d'Ollanta Humala à celui de Pedro Pablo Kuczynski, le Décret Suprême N°008-2016-MC fut publié, créant les trois premières réserves autochtones pour ces peuples et établissant l'inviolabilité de 1,5 millions d'hectares de la région Ucayali où résident les peuples en isolement (volontaire) ou en contact initial. Cependant, une analyse produite par l'Institut de Défense Légale (IDL) et l'association Droit, Environnement et Ressources Naturelles (DAR) souligna que ce décret limitait les fonctions du Vice-Ministre de l'Interculturalité pour émettre des opinions techniques sur les études d'impact environnemental dans ces réserves.

Fuites de pétrole et protestations dans le Loreto

En 2016, les fuites de pétrole furent un problème constant en Amazonie péruvienne, en se produisant le long de l'oléoduc Nor Peruano (géré par la société étatique PetroPeru). Une des conséquences de ces incidents – outre l'impact environnemental sur les

écosystèmes de la forêt - fut le soulèvement de plus de 50 communautés autochtones dans les localités de Saramuro et Saramurillo. Fin septembre, ils annoncèrent le blocage du fleuve Marañon. Cette mesure dura plus de deux mois, temps pendant lequel se constitua un processus de dialogue long et tendu entre les autorités autochtones et le Gouvernement central.

Pendant le blocage du fleuve Marañon, les *apus* ou chefs de communautés se rendirent à Lima pour remettre au Gouvernement leurs demandes. Ils exigeaient une solution aux problèmes techniques qui provoquaient les fuites de pétrole, comme une réparation des dommages environnementaux et une compensation pour les villages affectés par la contamination pétrolière. Ils exigeaient aussi la réparation du Lot historique 192, situé dans la région de Loreto. Pendant la première semaine de décembre, quand il sembla qu'il y avait enfin une entente avec le Gouvernement central, un problème venant du ministre de l'Énergie et des Mines, Gonzalo Tamayo, faillit faire échouer les négociations. Après une négociation tendue, mi-décembre on obtint un consensus après qu'une lettre d'engagement ait été signée entre les communautés autochtones et la Présidence du Conseil des Ministres.

Le problème des fuites de pétrole renvoie à une des dettes historiques de l'État en forêt péruvienne : le Lot 192, le gisement pétrolifère le plus grand du pays. Après le retrait de la très controversée société Pluspetrol Norte, qui laissa l'usine après quinze ans d'exploitation sans procéder à aucune mesure de réparation pour les communautés des quatre bassins fluviaux (Corrientes, Tigre, Pastaza et Marañon), l'incertitude continue. Le gouvernement d'Ollanta Humala termina son mandat avec un conflit politique profond avec le Congrès à propos de l'affectation du lot, et malgré l'approbation de la Loi N°30357¹² qui obligeait PetroPeru à s'en occuper. Ce qui est certain, c'est que ce gisement continue d'être aux mains du capital privé étranger.

Energie et déforestation

Un des méga projets énergétiques les plus encouragés par le gouvernement en forêt c'est la construction de la Ligne de Transmission Moyobamba-Iquitos (LTMI).¹³ Elle a pour but de fournir aux zones urbaines du Loreto l'infrastructure nécessaire pour faire partie du Système Electrique Interconnecté National (SEIN). Cependant, la nature de ce travail, dont deux premières Études d'impact environnemental furent refusées, impliquera une déforestation sans précédent pour la réalisation d'une œuvre publique en forêt péruvienne. La LTMI aura une longueur de 600 kilomètres et une largeur de 50 mètres. Sa construction se soldera par une déforestation d'au moins un million de tonnes de forêt amazonienne. A cela s'ajoutent d'autres impacts négatifs si le projet se réalise. D'un côté, on estime que la réalisation de la LTMI causera l'émission de 424.000 tonnes de carbone au milieu de la forêt. D'autre part, le coût estimé serait de 1.000 millions de US\$, qui seraient ajoutés au compte des consommateurs d'énergie électrique du Loreto pendant une période approximative de 30 ans. Du fait que l'on ne dispose pas encore d'une Étude d'impact environnemental approuvée, la demande de l'Organisation Régionale des Peuples Autochtones de l'Orient (ORPIO) pour l'application d'une consultation préalable reste sans réponse.

Culture de l'huile de palme

Une des plus grandes menaces qu'affronte l'Amazonie péruvienne, c'est l'accroissement de la culture de l'huile de palme. Comme on sait, la culture de cette plante tropicale à grande échelle a pour conséquence la déforestation et la destruction d'habitats naturels.

Jusqu'au milieu de 2016, selon Oxfam, 60.000 hectares de forêt tropicale ont été dévastés par la plantation de l'huile de palme. Et il existe une longue liste de projets agroindustriels en préparation, incluant la culture de l'huile de palme, qui menace plus de 150.000 hectares. L'investisseur local ayant un grand intérêt dans la culture de l'huile de palme, c'est le Groupe Romero qui a déjà 22.500 hectares d'huile de palme et est en train de négocier l'allocation de 34.000 autres hectares. Bien que la culture de l'huile de palme soit un phénomène global, le Pérou est devenu la cible de différents investisseurs étrangers intéressés à produire de l'huile de palme. Un bon exemple de cette situation fut l'arrivée du Groupe Malka dans la région de l'Ucayali où il acquit une série de terrains de l'État pour cultiver ce type de plantes. En octobre 2016, le Ministère de l'Agriculture avait estimé que ce groupe avait déforesté 99% des terrains qu'on lui avait alloué et dont la superficie est proche de 7.000 hectares.

Perspectives pour 2017

En 2016, les activités extractives et le changement climatique furent les principales menaces pour les communautés autochtones et l'environnement. La perspective pour 2017 semble peu différente si on tient compte de l'annonce récente du gouvernement de Kuczynski visant à rouvrir le projet minier polémique de Tia Maria, à Arequipa. L'exploitation de cette mine mettrait en péril le travail des agriculteurs de la Vallée du Tambo, qui souffrent déjà d'une situation compliquée résultant d'une sécheresse historique. A cela s'ajoute l'accroissement de l'investissement chinois au Pérou, qui est encouragé directement par l'administration gouvernementale actuelle. Le capital chinois au Pérou excède maintenant les 14.000 millions de US\$ et se concentre principalement dans l'extraction minière, les ressources forestières et les projets énergétiques.

Par ailleurs, la société civile reste vigilante sur les répercussions que peuvent causer les décrets législatifs émis par l'administration actuelle. Cela inclut l'élimination des procédures pour l'expropriation de terres en faveur de projets énergétiques ou d'investissement public-privé. Des changements significatifs ont également été réalisés, et sans consultation préalable, à des lois qui étaient le produit de longues négociations, comme la Loi de la Forêt et de la Faune Sauvage, et ces amendements préparent la voie d'une déforestation future. Un intérêt croissant du gouvernement de Kuczynski pour simplifier les procédures et accélérer le travail met en danger le droit des communautés à la propriété privée comme la protection environnementale dans certaines zones, qui implique même les espaces naturels protégés.

Notes et références

¹ <http://docs.peru.justia.com/federales/leyes/23231-dec-26-1980.pdf>

² <http://ppk.pe/documentos/plandegobierno.pdf>

³ http://internacional.elpais.com/internacional/2016/07/26/america/149569786_804336.html

⁴ <http://busquedas.elperuano.com.pe/normaslegales/decreto-legislativo-que-crea-el-sistema-nacional-de-programa-decreto-legislativo-n-1252-1459453-1/>

⁵ <http://ons.snirh.gob.pe/Peru/maproom/Riesgo/index.html>

⁶ <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/06/12/2016/incendios-forestales-superaron-deforestacion-causada-por-mineria>

⁷ https://www.mef.gob.pe/contenidos/presu_publ/sectr_publ/proye_2017/EM_PL_Presupuesto_2017.pdf

⁸ <http://www.servindi.org/actualidad-noticias/15/12/2016/guerra-del-agua-arequipa-y-moquegua-enfrentados-por-represa>

⁹ <http://www.pastogrande.gob.pe/>

¹⁰ <http://www.lasbambas.com/acerca-de-las-bambas/consorcio/acerca-de-mm-g-limited.html>

¹¹ <https://ia601508.us.archive.org/22/items/TerritoriosIntegralesparaTarimatPujut/GTANW130217.pdf>

¹² <http://busquedas.elperuano.com.pe/normaslegales/ley-que-incorpora-una-cuarta-disposicion-complementaria-fina-ley-n-30357-1308828-1/>

¹³ <http://www.proyectosapp.pe/modulos/JER/PlantillaProyecto.aspx?ARE=0&PFL=2&JER=5583>

José Carlos Díaz Zanelli, journaliste diplômé en Littérature Hispanoaméricaine de l'Université Complutense de Madrid. Il travaille actuellement comme collaborateur pour Servicios en Comunicación Intercultural Servindi.

Source : IWGIA 2017 *El Mundo Indígena*
traduction pour le GITPA par **Françoise Morin**
Membre du Bureau de direction du GITPA